

## **Composition sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale (3<sup>ème</sup> concours)**

### **« Le procureur de la République, clé de voûte de la procédure pénale ? »**

**Note : 15/20**

Le rôle de Fouquier Thinville, accusateur public (membre du ministère public) lors de l'application de la loi des suspects de 1793 (la mort comme peine unique et sans possibilité de recours contre le jugement) illustre à l'extrême le rôle d'une justice au service du pouvoir politique.

Il reste que le procureur de la République, avec pour rôle de déclencher et d'exercer l'action publique, est toujours un agent subordonné au ministre de la justice (doc. 1). Or, ses pouvoirs ces dernières années n'ont cessé d'augmenter pour se rapprocher de ceux du magistrat du siège au point de se demander s'il ne devient pas la clé de voûte de la procédure pénale. Il peut en effet désormais non seulement procéder au contrôle des gardes à vue, mais également proposer des sanctions pénales dans le cadre d'une composition pénale ou d'une comparution avec reconnaissance préalable de culpabilité. Ces mesures seront ensuite validées (pour la composition pénale) ou homologuées (pour la comparution avec reconnaissance préalable de culpabilité) par un magistrat du siège.

Cependant, les pouvoirs grandissants du procureur de la République posent problème au regard des droits des personnes et des principes fondamentaux de la procédure pénale. D'une part, le procureur est une autorité de poursuite et il ne peut juger selon le principe de séparation des autorités de poursuite et de jugement énoncé par le conseil constitutionnel du 2 février 1995 (à propos de la procédure d'injonction pénale qui ne prévoyait pas l'intervention d'un magistrat du siège). D'autre part, le procureur de la République, bien que subordonné hiérarchiquement au ministre de la justice, contrôle certaines gardes à vue (la première garde à vue et son renouvellement pour 24 h). Or, le droit à la sûreté proclamé dans la constitution comme à l'article 5 convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales (CESDH), commande à ce que l'autorité judiciaire contrôle la détention avant le jugement et pendant l'exécution des peines voire après. Si par deux fois, dans ses décisions du 11/08/93 (doc 3) et du 02/03/2004 (doc 4), le conseil constitutionnel reconnaît au procureur de la République la qualité d'autorité judiciaire (de l'article 66 de la constitution), il n'en est de même pour la cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans son arrêt du 10/07/2008 Medvedyev (doc 6).

Ainsi, le rôle croissant de procureur pour des raisons d'efficacité de la justice (plus grande facilité de poursuites pénales) doit être concilié avec le respect des droits individuels et notamment du droit à la sûreté. C'est pourquoi, le rôle de clé de voûte de la procédure pénale par le procureur de la République, s'il est croissant avant le jugement (I), reste ambivalent à partir du jugement (II).

## **I – Un rôle croissant du procureur de la République avant le jugement**

L'accroissement du rôle du procureur de la République, qui tend à lui donner ce « statut » de clé de voûte de la procédure pénale, se justifie par son pouvoir relatif à l'opportunité des poursuites (A) et à son rôle dans l'instruction (B) (« instruction » compris au sens large c'est-à-dire au sens de l'enquête policière et de l'information judiciaire).

### **A) Le pouvoir relatif à l'opportunité des poursuites**

Historiquement le procureur de la République n'avait que deux choix possibles : le classement sans suite ou la poursuite pénale. Désormais, outre le classement sans suite (1), il a la possibilité de proposer des mesures alternatives aux poursuites (2).

- 1- Le classement sans suite est un pouvoir important dans la mesure où le procureur de la République, bien que subordonné hiérarchiquement au ministère de la justice, ne peut se voir obliger de classer sans suite. En effet, le procureur de la République est subordonné au procureur général et ce dernier peut seulement être enjoint de poursuivre (article 30 CPP). Néanmoins, le législateur est venu plus encadrer le classement sans suite en imposant une motivation liée à « des circonstances particulières liées à la commission des faits » (article 40-1 CPP). De plus, la personne ayant dénoncé les faits peut former un recours auprès du procureur général contre la décision de classement sans suite du procureur de la République. Le procureur pourra alors enjoindre au procureur de la République d'engager des poursuites dans la mesure où le délai de l'action publique n'est pas prescrit (délai de 10, 3 et 1 an respectivement pour les crimes, délits et contraventions à compter de leur commission).
- 2- Le procureur de la République dispose de deux voies possibles au titre des alternatives aux poursuites : la médiation pénale et la composition pénale (respectivement mentionnées aux articles 41-1 et 41-2 CPP). Dans les deux cas, le procureur propose au délinquant l'exécution d'une ou plusieurs mesure(s). Si la composition pénale doit être validée par un magistrat du siège, ce n'est pas nécessaire dans le cas de la médiation pénale (dans ce cas, le procureur de la République est donc totalement libre sous réserve que le délinquant exécute la mesure et que sa hiérarchie ne lui demande pas ultérieurement de poursuivre le délinquant). Les pouvoirs du procureur de la République en matière d'alternative aux poursuites est d'autant plus large que le nombre de mesures possibles n'a cessé de croître ces dernières années. Le procureur peut ainsi utiliser ces procédures dans un nombre croissant de situations (mais l'infraction doit rester peu grave).

### **B) Le rôle dans l'instruction**

Dans la majorité des affaires, l'instruction est menée par les policiers. Or le procureur de la République conduit l'enquête de police (1). Lorsqu'une information judiciaire est ouverte, le rôle du procureur se limite en revanche à requérir la détention, en nullité ou à faire appel (2).

- 1- Le procureur de la République conduit pleinement les enquêtes de droit commun, alors que dans le cas de procédures dérogatoires (notamment pour la criminalité organisée) l'atteinte plus importante aux libertés individuelles conduit à limiter ses pouvoirs.

L'enquête préliminaire de droit commun est initiée soit sur instruction du procureur de la République, soit d'office par l'officier de police judiciaire (article 75 CPP). Dans ce dernier cas, l'officier de police judiciaire est tenu de rendre compte de l'état d'avancement de l'enquête depuis six mois au procureur de la République.

La conduite de l'enquête de flagrance par le procureur de la République se manifeste par nombre d'actes. Ainsi l'officier de police judiciaire doit l'informer d'un crime flagrant immédiatement (article 54) ainsi que le début d'une garde à vue (article 63 CPP). Il a besoin de l'autorisation du procureur de la République pour contraindre à comparaître une personne (article 62 CPP) ou pour prolonger de 24 h une garde à vue (article 63 CPP). De plus, la jurisprudence décide que l'arrivée sur les lieux de l'infraction du procureur ne l'empêche pas de prescrire par oral des instructions à l'officier de police judiciaire (le demandeur au pourvoi arguait qu'il fallait impérativement des instructions qui apparaissent écrites dans la procédure (doc 2 : Cass 20/03/1995). Le cas de l'enquête dans le cadre de la criminalité organisée est plus complexe. Si le procureur autorise certains actes (par exemple l'infiltration : article 706-81 CPP) il doit requérir l'autorisation d'un magistrat du siège pour d'autres actes (comme la perquisition en dehors des heures légales : article 706-89 et 706-90 CPP).

- 2- Quand une information judiciaire est ouverte le rôle du procureur de la République se cantonne à un rôle de requête. Ainsi, il peut faire une requête en détention provisoire auprès du juge d'instruction. Exceptionnellement, il pourra faire sa requête directement auprès du juge des libertés et de la détention (137-4 alinéa 2). De plus, il dispose depuis la loi 9 septembre 2002 d'une possibilité de référé détention. Par ailleurs, il est recevable à formuler des requêtes en nullité (173 al. 2 CPP) et à faire appel des décisions du juge d'instruction (article 185 CPP). Ainsi, mis à part le cas minoritaire de l'information judiciaire, le rôle du procureur de la République avant le jugement s'est considérablement développé. D'ailleurs, il a à sa disposition un nombre croissant de mode de poursuite (comparution immédiate, convocation par PV, citation directe, et pour mise en présentation immédiate et procédure à délai rapproché). Cependant, son rôle reste plus nuancé à partir du jugement.

## **II – Un rôle ambivalent à partir du jugement**

Si le rôle du procureur de la République s'est développé au stade du prononcé du jugement (A) il reste restreint lors de l'exécution des peines et après (B).

### **A) Le prononcé de la peine**

A côté de son rôle traditionnel d'exercice de l'action publique en audience du jugement (1), le procureur peut désormais proposer une peine dans le cadre de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) (2).

- 1- L'action publique est une action d'intérêt général avec une finalité punitive. Elle est exercée par l'intermédiaire du procureur de la République qui agit donc au nom de la société. C'est dans ce cadre que le procureur requiert une peine. Mais c'est le juge qui décide in fine de la culpabilité et des peines.

- 2- Dans le cadre de la CRPC, le procureur va proposer une peine au délinquant sous réserve d'être dans les conditions de la CRPC (peine encourue de cinq maximum notamment : article 495-7).

Ensuite un magistrat du siège homologue ou pas. Mais dans les faits, l'homologation est dans la majorité des cas obtenue.

#### B) L'exécution des peines et leurs suites

Mis à part son rôle primordial dans le déclenchement de l'exécution des peines (y compris à l'aide de la force publique : article 709 CPP), le procureur de la République a un rôle restreint dans l'exécution des peines (1) et leur suite (2).

- 1- Le rôle du procureur de la république est cantonné à celui de réquisition lors de l'examen d'incident contentieux et de l'audience de jugement des juridictions d'application des peines au cours de l'exécution des peines (articles 710 CPP, 712-6 CPP). En revanche, il est membre de droit dans la commission qui décide d'ordonnances relatives notamment aux réductions de peines (article 712-5).
- 2- Après exécution des peines, notamment pour les mesures de rétention de sûreté le procureur n'a qu'un rôle traditionnel de réquisition (en audience).

Il apparaît donc que le rôle du procureur de la République tend de plus en plus à le considérer comme la clé de voûte de la procédure pénale. Vu son statut, cette position apparaît cependant de moins en moins tenable. D'ailleurs un auteur propose un changement de son statut afin qu'il acquiert un statut comparable à celui d'un magistrat du siège (doc 5).